

*Assurance-chômage—Loi*

des gens parce que nous manquons d'emplois et parce que le gouvernement est indifférent au développement régional.

Selon le député d'Elk Island (M. O'Kurley), son gouvernement sait que les Canadiens vont profiter de la possibilité de ne pas travailler. Le député de South Shore a encore moins mâché ses mots; il a dit qu'il ne voulait pas voir les chômeurs arnaquer le pays.

Je voudrais que ces députés-là et les autres qui ont la même attitude aillent le dire aux petits salariés, aux familles sous le seuil de la pauvreté où le mari et la femme travaillent, qui représentent 40 p. 100 de l'ensemble des familles. Elles n'arnaquent pas le pays. Elles essaient de survivre. Allez dire cela aux gens qui sont sous le seuil de la pauvreté et qui paient des impôts. Je trouve révoltant qu'ils doivent en payer. Peut-on dire que nous avons un gouvernement compatissant, un gouvernement soucieux du bien de la population?

Moins de 1 p. 100 des chômeurs profitent du système. Les chômeurs ont la réputation de frauder bien moins que les membres du caucus conservateur, bien moins. Le député en a peut-être assez de voir des chômeurs frauder, mais les citoyens en ont assez de voir le gouvernement conservateur arnaquer le pays.

Un député d'en face a dit que les Canadiens veulent travailler, et je suis bien d'accord avec lui; c'est certainement vrai en ce qui concerne les petites entreprises. Je voudrais leur consacrer quelques minutes. Elles créent plus d'emplois que n'importe quel autre secteur. Les petits entrepreneurs travaillent souvent 50 ou 60 heures par semaine, voire davantage, pour joindre les deux bouts. Ce sont eux qui maintiennent l'économie en activité. Et que fait le gouvernement pour les remercier? Les petites entreprises souffrent des taux d'intérêt élevés. Dans ma région, elles éprouvent des difficultés et les taux d'intérêt ne facilitent pas les choses. C'est également vrai dans d'autres régions du pays. Elles ont été touchées par les frais bancaires. Le gouvernement a présenté un projet de loi soi-disant pour régler le problème des frais bancaires, mais il n'a certainement pas songé aux petites entreprises. Le parti au pouvoir dit qu'il est un ami des petites entreprises. Eh bien, on n'a pas besoin de beaucoup d'amis de ce genre.

Ce parti devrait tirer une leçon du Nouveau Parti démocratique qui veille en fait aux intérêts des petites entreprises. C'est notre parti qui a récemment déposé une motion demandant au gouvernement de faire des petites entreprises sa toute première priorité. C'est notre parti qui a récemment déposé une motion qui a reçu le consentement unanime de la Chambre et qui demandait au gouvernement de faire des petites entreprises la toute première priorité de la Banque fédérale de développement.

C'est la voie que le gouvernement pourrait suivre. Il pourrait commencer à réaliser certains changements pour aider à créer des emplois dans le pays, car les Canadiens veulent travailler, mais il faut qu'ils en aient la possibilité. A moins que le gouvernement ne crée un climat propice en ce sens, les gens ne travailleront pas. Et les petites entreprises ont certes besoin de perspectives d'emploi. Elles travaillent souvent pendant de longues heures pour une faible marge bénéficiaire. Les petites entreprises sont une plaque tournante de la création d'emplois; ce sont elles qui devraient bénéficier de certains avantages.

• (2210)

Nous attendons, monsieur le Président, et espérons que le gouvernement prendra une décision à l'égard de notre motion concernant la Banque fédérale de développement. Nous attendons toujours. Nous ne retenons pas notre souffle, mais nous attendons.

Dans l'intervalle, qu'a fait le Parti conservateur aux petites entreprises? Il a déposé un projet de loi sur l'assurance-chômage et a fait des compressions budgétaires qui toucheront directement les petites entreprises. Nous avons entendu toutes sortes de discours et toutes sortes de commentaires très valables sur les répercussions que ce projet de loi aura sur les travailleurs et sur les personnes défavorisées. Les petites entreprises font certes partie de cette catégorie.

C'est un projet de loi qui mettra le fardeau des programmes sociaux directement sur les épaules des travailleurs et des petits entrepreneurs. C'est une triste constatation à faire à notre époque. Le gouvernement ampute le programme d'assurance-chômage de quelque 3 milliards de dollars qui provenaient des recettes fiscales générales. C'est de là que devrait venir l'argent. Il s'agis-